

Edito

Bonjour à toutes et à tous, collègues,

Le contexte dans lequel nous nous trouvons rend nécessaire l'existence d'un journal des travailleurs de DPD. Nous sortons à peine des élections municipales, avec des victoires pour certains, des défaites pour d'autres. Mais surtout, nous sommes de plus en plus nombreux à prendre conscience que les guerres menées ailleurs entraînent des conséquences néfastes ici, et que les décisions politiques affectent directement nos vies.

Dans ce contexte, les NAO sont en cours et se terminent cette semaine sur des propositions très faibles. L'intéressement et la participation sont en baisse, tandis que la crise de l'énergie s'aggrave : le gasoil a augmenté d'environ 30 % et l'électricité de 19 % cette année.

- **Les élections de DPD France**
- **du 18 au 21 mai pour le**
- **premier tour, détermineront**
- **quels élus et quels syndicats**
- **disposeront d'un rapport de**
- **force suffisant pour peser**
- **face à la direction.**

La CGT FAPT DPD, fidèle à ses principes et aux statuts de sa fédération et de sa confédération, agit pour plus de justice sociale et une meilleure répartition des richesses produites par les travailleurs. Sans livreur, pas de colis livré, ni ramassé ; sans manutentionnaire, pas de chargement ni de déchargement ; sans service client, pas de SAV, sans service support pas de gestion etc... Nous formons une chaîne, une équipe — et une équipe performante, au vu de la santé de DPD France par rapport aux autres branches du groupe.

Ce sont les salariés, ainsi que nos collègues sous-traitants et intérimaires, qui font cette différence. Pourtant, comme le montrent les baromètres sociaux, la reconnaissance n'est pas au rendez-vous. On nous divise, et parfois nous nous divisons nous-mêmes. Il suffit d'observer les tensions entre les deux syndicats majoritaires actuellement, alors que nous cherchons, de notre côté, à rassembler tout le monde pour avancer ensemble. C'est la base de notre syndicalisme.

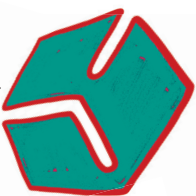
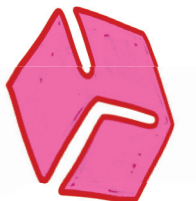
Oui, il y a des histoires de personnes. Mais l'idéologie et les statuts d'un syndicat sont tout aussi importants que ceux qui les portent.

La CGT, premier syndicat créé en France, doit retrouver la place qui est la sienne. Car la CGT, c'est vous tous : sans distinction, sans discrimination, sans "gourou" ni "chef". **Le syndicalisme CGT, ce sont des travailleurs qui représentent leurs collègues au plus près du terrain.**

Plus nous serons nombreux, plus nous pourrons faire vivre cette démarche collective, permettre à chacun de s'exprimer et construire des solutions dans un débat sain.

Mais pour retrouver notre place, renforcer l'unité et appliquer pleinement notre cahier revendicatif — malgré les progrès réalisés depuis 2018 — nous avons besoin de plus de représentativité et de plus d'élus.

Une seule solution :
du 18 au 21 mai 2026,
votez CGT et rejoignez-nous
toujours plus nombreux !





Une année de baisse, surtout pour notre niveau de vie

Nous avons commencé ces NAO en avance grâce à notre demande de NAO exceptionnelle de rattrapage (qui du coup n'a pas eu lieu...), signée par la CFDT, deux élus SUD et deux élus FO (leur dirigeant ayant refusé de signer, mais une partie de leurs membres a suivi).

**NAO 2026 :
Les revendications
CGT**

Comme à notre habitude, nous avons porté les revendications issues de notre cahier revendicatif issu lui-même du terrain :

- **Augmentation générale de 3 %**
- **Jour enfant malade payé**
- **Mutuelle à 100 %**
- **ASC à 0,80 %**
- **+1 % de majoration par année d'ancienneté pour chaque catégorie**
- **Prime de fin d'année en 13ème mois, proratisée pour tous, sans limitation de durée**

Ces revendications sont justes et réalistes dans une entreprise dont le bénéfice net a augmenté de 20 % en six ans.

Pourtant, la direction, en s'appuyant sur une légère baisse des prix de vente et sur des consignes du groupe limitant l'augmentation générale à 1 %, a proposé une nouvelle fois des mesures minimales : 1 % d'augmentation générale et 80 % de prise en charge de la mutuelle.

La CGT a proposé des mesures alternatives comme la prise en compte de la hausse du carburant. Mais nous n'avons pas été entendu.

La proposition finale de la direction est :

- 1% d'augmentation générale
- 90% de prise en charge de la mutuelle
- la prime cadre : 500€ pour ceux qui ont 5 ans d'ancienneté, 1000€ pour ceux qui ont 10 ans d'ancienneté etc... jusqu'à 3500€ pour 35 ans d'ancienneté. *Ceci ne représente qu'une misère redescendue dans le mois.*

- 1 congé d'ancienneté supplémentaire portant à 2 CA au bout de 10 ans d'ancienneté, 3 pour 15 ans et 4 pour 20 ans. *La CGT revendique 1 CA à partir de 5 ans et 1 supplémentaire chaque tranche de 5 ans sans limitation.*

Clairement la direction encore une fois, et pire que les autres années, n'a pas joué le jeu du juste partage des richesses

La CGT, après avis du collectif et des salariés qui ont répondu à nos consultations, n'a pas signé.

Il en est ressorti que les salariés consultés veulent maintenant une date de grève pour se mobiliser pour une Augmentation Générale digne de notre travail. Aux vues des élections prochaines, nous attendons le don de votre légitimité et on lance l'action !

**Accepter des miettes
aujourd'hui,
c'est ne rien obtenir demain
Il ne faut jamais se résigner
quand le combat est juste !**



NAO, CSE, CSSCT : travaillons en intersyndicale

Lors des NAO et des réunions du CSE, nous constatons l'absence de travail commun entre les organisations syndicales.

Pourtant, une préparation collective permettrait d'être plus efficaces face à la direction. Nous avons toujours été favorables à une intersyndicale, avec des réunions au moins une fois par an, notamment lors des NAO.

Malheureusement, certaines oppositions empêchent encore ces rencontres.

Les désaccords sont normaux, mais les rivalités ne doivent pas primer sur l'intérêt des sa-

lariés. Ceux-ci ne doivent pas subir les divisions syndicales.

Nous sommes prêts à travailler avec toutes les organisations et surtout chaque élu car on sait distinguer la personne de son organisation syndicale. Le passé ne doit pas bloquer l'avenir.

Nous proposons aussi des temps de préparation avant les réunions importantes (NAO, CSE, CSSCT), afin d'arriver mieux organisés et plus efficaces. Et évidemment, avec cohérence, les rôle important (bu-

reau, CSSCT etc...) doivent avoir pour nous au moins un représentant des Organisations Syndicales représentatives. C'est ça la démocratie, ne pas accaparer les postes sous prétexte qu'on est à peine majoritaire comme ce fut le cas depuis les deux dernières mandatures et même avant.

L'objectif n'est pas d'être toujours d'accord, mais de défendre au mieux les salariés en avançant sur les points communs.





L'impérialisme et ses conséquences

Le nombre de conflits armés ne cesse d'augmenter dans le monde. Selon plusieurs rapports internationaux, plus de 130 conflits sont actuellement recensés, soit plus du double d'il y a 15 ans.

Une cinquantaine ont lieu en Afrique, et plus d'une vingtaine durent depuis plus de 20 ans.

Parmi les plus médiatisés : la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la situation à Gaza, ou encore les tensions impliquant les États-Unis et l'Iran.

Ces conflits s'inscrivent dans une logique d'impérialisme, opposant différents blocs internationaux.

L'Europe, et plus particulièrement le pays des droits de l'homme, qui devrait porter une voix de paix et défendre le droit international, se retrouve impliquée directement dans ces tensions en n'en jouant pourtant

que le rôle de simple spectateur asservi par Trump. Celui-là même qui n'a plus de limite, crache sur le droit international avec son allié Netanyahu et qui n'hésite pas à tabasser son propre peuple comme macron à coup de LBD. Pourquoi? Car son pays coule et que sans la guerre, il perdra sa puissance au détriment de la Chine qui est déjà largement devenue la première puissance économique mondiale.

En attendant et comme d'habitude, c'est le peuple et les militaires qui prennent les balles à leurs placents...

Heureusement des voix humanistes et de raisons s'élèvent partout et espérons qu'elles l'emportent.

Ces guerres entraînent aussi des conséquences économiques directes mondiales, notamment sur l'énergie, à cause principalement de la désinustrialisation ou des ventes de nos industries. Tandis que les multinationales elles, continuent d'engranger des profits, les bombes continuent de tuer.



La CGT défend une position claire : elle se place du côté des peuples, des travailleurs et de la paix...



Élections CSE : Pourquoi voter CGT ?

Votez pour un programme!

Le programme de la CGT repose sur un cahier revendicatif construit avec les collègues, à partir de vos besoins et de vos propositions.

La CGT défend un syndicalisme de terrain, avec une présence sur chaque site via des représentants de proximité, indispensables pour traiter efficacement les problématiques.

Notre vision :

- un collectif large et ancré sur le terrain
- une répartition équitable des responsabilités
- une demande d'intersyndicale active
- une représentation équilibrée dans toutes les instances

Chaque syndicat représentatif devrait avoir sa place dans les commissions (CSSCT, bureau...), afin de garantir un travail collectif.

Nous sommes également en lien avec notre fédération pour agir à l'échelle du groupe La Poste.

Face aux enjeux à venir, notamment les risques de restructuration, il est essentiel d'avoir un syndicat fort.

**Pour plus
de justice sociale,
votez CGT FAPT DPD.**



Télécharger
le programme et le cahier
revendicatif CGT FAPT ici:



Télécharger
la profession de foi ici:





Vos droits :

CPF, vers un durcissement

Les principaux impacts de la réforme 2026

La réforme du CPF encadre davantage son utilisation :

- Plafonds de financement :
 - 900 € pour le permis B
 - 1 500 € pour certaines certifications
 - 1 600 € pour les bilans de compétences
- Participation obligatoire d'environ 103 €
- Restrictions d'accès à certaines formations
- Recentrage sur l'employabilité

Certaines formations restent toutefois sans plafond (RNCP, permis poids lourds, CléA).

Conséquences

- Moins de liberté dans le choix des formations
- Accès plus contraint
- Nécessité de cofinancement
- Démarches plus complexes

En résumé :

le CPF passe d'un droit relativement libre à un dispositif encadré.

La CGT a demandé à la direction :

- le cofinancement du permis B pour les salariés
- la prise en charge des 103 € obligatoires

Nous avons été partiellement entendus :

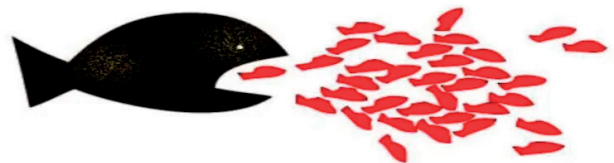
le Permis B vient de rentrer dans les formations proposées au bout de 3-4 ans pour les nouveaux.

**A nous, ensemble
d'améliorer ce droit en le rendant
possible et gratuit pour tous.**

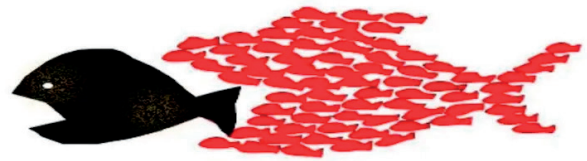
**“ La régression sociale
ne se négocie pas,
elle se combat. ”**

Henri Krasucki,
ancien secrétaire général de la CGT

SANS LA CGT....



AVEC LA CGT....



Bulletin de contact et de syndicalisation CGT

Nom : Prénom :
Adresse :
.....
Code Postal : Ville :
(facultatif) Téléphone perso : pro :
Grade/ Classification : Métier :
Service/Bureau (nom et adresse) :
.....

